
L'ours machine à sous ... en Espagne ça continue !

Dans le bilan à mi parcours du plan ours de l'ADDIP, rédigé en mai 2008, nous montrions comment, au delà des proclamations de principe sur la biodiversité, l'ours fonctionnait comme une machine à sous aussi bien en Espagne (Asturies + projet catalan) qu'en France

(<http://www.aspap.info/contenu/ADDIP%20bilan%20plan%20ours%202006-2009.pdf>, chapitre II-C, pages 15-21).

Le communiqué que viennent de rendre public plusieurs association écologistes espagnoles ne fait que confirmer ce que nous écrivions alors ... avec quatre ans d'avance sur cette réaction qui mérite d'autant plus d'être saluée que, à l'époque, cette analyse dans notre bilan fut soit critiquée, soit passée sous silence prudent !

On trouvera ci dessous la traduction de ce communiqué qui analyse à la fois l'affaire en cause et ses dessous sonnants, trébuchants, et finalement assez puants puisque l'alibi de la machine à sous c'est une fois de plus une supposée cohabitation entre le carnivore et les activités humaines : les deux deviennent l'alibi pour « justifier » la tirelire.

Notons cependant que si les associations écologistes signataires protestent pour l'ours, pour les activités humaines, elles se taisent. C'est un choix ... conscient ? Inconscient ? Dans tous les cas il est parlant.

B.Besche-Commenge ASPAP/ADDIP

=====

Traduction

4 janvier 2012

DES ÉCOLOGISTES DE TOUTE L'ESPAGNE CONSIDÈRENT COMME UNE ECROQUERIE LE PROJET DE RÉINTRODUCTION D'OURS DANS LES PYRÉNÉES POUR UN BUDGET DE 14 MILLIONS D'EUROS

Des organisations écologistes de toute l'Espagne s'opposent au projet présenté à l'Union Européenne par le Ministère de l'Environnement, du Milieu Rural et de la Marine qui prétend obtenir plus de dix millions d'euros pour la conservation de l'ours en Espagne.

Les organisations écologistes considèrent comme une véritable fraude le projet d'obtenir plus de 10 millions d'euros de l'Europe afin de financer un supposé projet de réintroduction d'ours dans les Pyrénées alors que le budget nécessaire représente en réalité à peine plus de quatre cent mille euros.

Ces organisations dénoncent la stratégie du Ministère et de plusieurs Communautés Autonomes qui sous le prétexte de protéger des espèces emblématiques, l'ours en l'occurrence, tentent en réalité d'obtenir des ressources économiques de Bruxelles pour assurer le fonctionnement ordinaire de leurs propres administrations, principalement les frais de personnel.

Sachant que l'Union Européenne ne financerait que des projets de conservation nouveaux pour ces espèces emblématiques alors qu'elle a déjà investi des dizaines de millions ces dernières années dans divers programmes de conservation, le nouveau projet prétend réintroduire des ours dans les Pyrénées, à l'origine provenant des Monts Cantabriques. Mais le Gouvernement des Asturies, où subsiste la dernière population de cette espèce en Espagne, a déjà fait savoir qu'il ne permettrait pas que des ours soient capturés sur son territoire.

Le Gouvernement a pourtant déposé à Bruxelles le programme multi millionnaire, sans préciser d'où pourraient venir les ours à réintroduire ; ce qui conduit à se poser de sérieuses questions sur la réelle volonté de mettre en œuvre ce programme une fois qu'il aurait été approuvé par Bruxelles. D'autant plus que l'action principale, la réintroduction proprement dite, ne représente que 3,45% du budget total de 14 millions.

Le reste est réparti entre diverses Administrations et entreprises publiques à coups de plusieurs millions, comme c'est le cas pour le Communauté de Castille et León qui à travers la Fondation publique « Fondo Patrimonio Natural » toucherait quasiment 3 millions. Et cela alors que cette communauté, sur son territoire, maintient dans la zone orientale de la Cordillère Cantabrique l'ours en danger critique d'extinction malgré les millions qu'elle a déjà reçus au cours des dernières années pour des projets européens similaires destinés à

protéger l'ours

Les organisations écologistes dénoncent cette stratégie des administrations, centrales et autonomiques, qui consiste à utiliser les espèces emblématiques présentes en Espagne comme outils de financement, avec dans la majorité des cas des fonds employés dans des actions qui n'ont que peu à voir avec la conservation de la biodiversité.

Les groupes signataires solliciteront le nouveau Gouvernement espagnol afin qu'il retire ce projet présenté à Bruxelles sous le titre « *Actions pour la conservation des populations d'ours ibériques en cohabitation avec les activités humaines* », en considérant qu'il s'agit d'une escroquerie à la conservation de la nature en Espagne, mettant en réalité en place une stratégie pour récupérer des ressources économiques de Bruxelles sans qu'au final le résultat ne profite vraiment à la conservation de l'espèce.

FAPAS , Fondo para la Protección de los Animales Salvajes, Asturias

www.fapas.es

GREFA

www.grefa.org

ECOLOGISTAS EN ACCION (Palencia)

www.ecologistasenaccion.org/rubrique15.html

GECA (Cangas de Narcea)

www.grupoazor.info

CLAN -CAZA LIGADA A NATURALEZA (Madrid)

ASOCIACION CENTRO DE CONSERVACION DEL BISONTE EUROPEO EN ESPAÑA (Palencia)

ASOCIACION NATURALISTAS PALENTINOS (Palencia)

www.avespalencia.org

TRENCA (Lleida)

<http://es.trenca.es>

AMUS (Badajoz)

www.amus.org.es

MECHINAL Andalucía

Traduction : B.Besche-Commengé ASPAP/ADDIP